



**CCI LYON METROPOLE  
SAINT-ETIENNE ROANNE**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**Appel d'offres ouvert**

*Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5  
du Code de la commande publique.*

---

**MARCHE N°25LM08AO**

**INSTALLATION GENERALE DES SALONS  
ET AMENAGEMENT AGENCEMENT  
DES STANDS COLLECTIFS ORGANISES  
PAR LA CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE**

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR  
CCI LYON METROPOLE SAINT ETIENNE ROANNE**

Place de la Bourse  
69289 LYON CEDEX 02  
Tél : 04 72 11 33 47

<https://www.lyon-metropole.cci.fr>

Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)  
Cellule régionale commande publique : [marches@lyon-metropole.cci.fr](mailto:marches@lyon-metropole.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents .....	6
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Calendrier prévisionnel des prestations.....	7
5.2 - Durée du contrat .....	9
5.3 - Reconduction.....	9
5.4 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents / bon de commande.....	9
6 - Prix .....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
6.2 - Modalités de variation des prix.....	10
6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix .....	10
6.4 - Clause de butoir .....	10
6.5 - Clause de sauvegarde .....	10
7 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	11
8 - Avance .....	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
9 - Modalités de règlement des comptes.....	12
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
9.3 - Délai global de paiement.....	13
9.4 - Paiement des cotraitants .....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
11 - Les engagements du titulaire de l'accord cadre .....	14
11.1 - Obligation de résultat.....	14
11.2 - Relations avec les organisateurs du salon ou l'équipe projet la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne.....	14
11.3 - Fabrication, transport, manutention, montage et démontage du stand.....	14
11.4 - Installation, aménagement et livraison du stand.....	14
11.5 - Qualité et type de matériaux .....	15
11.6 - Report ou annulation du salon .....	15
12 - Développement durable.....	15
12.1. Spécifications techniques .....	15

12.2 Conditions d'exécution.....	16
12.3 Suivi et reporting .....	16
13 - Constatation de l'exécution des prestations.....	17
13.1 - Vérifications .....	17
13.2 - Décision après vérification.....	17
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	17
15 - Pénalités.....	17
15.1 - Pénalités de retard .....	17
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	17
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	17
16 - Assurances.....	18
17 - Clause de réexamen.....	18
18 - Résiliation du contrat.....	19
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	19
18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	20
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
19 - Règlement des litiges et langues .....	20
20 - Dérogations.....	20
21 - Clauses techniques particulières.....	21
21.1 - LOT 1 – Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.....	21
21.2 - LOT 2 – Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en France, hors de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.....	25
21.3 - LOT 3 – Conception, construction, aménagement et agencement des stands et des pavillons collectifs organisés sur des Salons Nationaux ou Internationaux, en France ou à l'Etranger.....	29

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

L'INSTALLATION GENERALE DES SALONS ET AMENAGEMENT-AGENCEMENT DES STANDS COLLECTIFS ORGANISES PAR LA CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE

Les salons sont organisés soit sur les sites de la CCI soit sur des sites loués par la CCI.

Les stands collectifs sont organisés sur des salons organisés par des tiers.

Lieu(x) d'exécution :

Les prestations seront réalisées sur l'ensemble du territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en France et à l'étranger.

A noter que les prestations suivantes ne font pas partie du marché et sont traitées dans des consultations séparées :

<i>Solution logicielle de gestion de l'accueil des visiteurs</i>
<i>Sécurité salon</i>
<i>Traiteur événementiel</i>
<i>Outils communication événementiel</i>
<i>Hôtesse</i>
<i>Village des entreprises régionales sur le Salon international de l'aéronautique et de l'espace – Paris le Bourget</i>
<i>Et toutes autres évènements significatifs qui exigent des spécificités et peuvent être passés en marchés séparés</i>

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à un autre opérateur économique, sans consultation préalable des titulaires du présent accord-cadre, lorsque les prestations d'installation générale ne sont pas nécessaires au bon déroulement de l'événement. Dans ce cas, il pourra notamment procéder à la location de mobilier ou d'équipements spécifiques.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents, pour les prestations suivantes :

L'accord-cadre à marchés subséquents prend en compte les nouveaux salons qui pourraient survenir en cours de marché. Dans ce cadre, la CCI précisera les besoins de manière précise, la surface, le nombre de stands, le type de cloisons.

Cet accord-cadre fixe également toutes les conditions d'exécution des prestations suivantes exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur :

Dans ce cadre, le chiffrage sera basé sur le devis estimatif, ajusté sur la base du BPU, pour prendre en compte les évolutions de l'organisation. Le devis définitif donnera lieu à l'émission d'un bon de commande.

### ***1.2 - Décomposition du contrat***

Les prestations sont réparties en 3 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Estimation maximum annuel
01	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	480 000 € HT
02	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en France, hors de la Région Auvergne-Rhône-Alpes	387 500 € HT
03	Conception, construction, aménagement et agencement des stands et des pavillons collectifs organisés sur des Salons Nationaux ou Internationaux, en France ou à l'Etranger.	237 500 € HT

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### ***1.3 - Type d'accord-cadre***

L'accord-cadre avec un maximum de de 4 420 000 €HT pour la durée du marché est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum indiqué ci-dessus représente le plafond des commandes susceptibles d'être passées dans le cadre du présent accord-cadre. Il ne constitue en aucun cas un engagement ferme de la part de l'acheteur quant à la passation de commandes ou au montant total des prestations exécutées, et prend en compte d'éventuels besoins non identifiés à date.

### ***1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande***

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### ***1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents***

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

### ***1.6 - Réalisation de prestations similaires***

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et les devis estimatifs salon / pavillon (DE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes
- Les bons de commandes et ses annexes (le devis définitif, le plan d'implantation)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, le cas échéant
- Le catalogue des prix du fournisseur

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre titulaire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Calendrier prévisionnel des prestations

Lots	Désignation	Nom de l'évènement	Date prévisionnelle à confirmer	Début prestation prévisionnel
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	LUMIER-H	23/04/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	Forum de l'Entrepreneuriat Saint-Etienne	28/05/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
2	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en France, hors de la Région Auvergne-Rhône-Alpes	Forum Franchise Hauts de France	04/06/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	<b>Salon CIEL</b> <b>Le titulaire actuel du marché réalisera le salon du 17/06/2026, compte tenu des engagements en cours.</b>		<b>À partir de l'année 2027, le titulaire du Lot 1 prendra en charge l'ensemble de l'installation générale</b>
2	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en France, hors de la Région Auvergne-Rhône-Alpes	Forum Franchise Grand Ouest	17/09/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.

1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	Forum Franchise Lyon	08/10/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	GO Fab	13/10/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
2	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en France, hors de la Région Auvergne-Rhône-Alpes	Forum Franchise PACA	08/11/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
3	Conception, construction, aménagement et agencement des stands et des pavillons collectifs organisés sur des Salons Nationaux ou Internationaux, en France ou à l'Etranger.	Salon des Maires de France	24-26/11/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	Forum de l'Entrepreneuriat Lyon	01/12/2026	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	Nuit de l'Orientation Lyon	Xx/01/2027	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	L'Instant Eco Durable	Xx/02/2027	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.
1	Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.	Forum de l'Entrepreneuriat Roanne	Xx/03/2027	Les dates de début des prestations sont précisées pour chaque opération.



## ***5.2 - Durée du contrat***

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## ***5.3 - Reconduction***

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## ***5.4 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents / bon de commande***

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Chaque bon de commande fixe les délais d'exécution ou de livraison des prestations.

# **6 - Prix**

## ***6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués***

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son bordereau de prix.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations telles que :

- frais de restauration, d'hébergement et de déplacement ;
- frais de documentation ;
- conditionnement, emballage, manutention ;
- assurance ;
- stockage ;
- transport jusqu'au lieu de livraison ;
- mis en service ;
- propriété intellectuelle.

### **Taux de remise catalogue fournisseur :**

Le taux de remise consentis par le titulaire au titre du présent marché et rendus contractuels à la notification sont fermes et définitifs pendant la durée globale du marché toutes périodes de reconduction incluses. Ce taux de remise figure dans le bordereau de prix du présent marché.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés **fermes la première année**.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (*date limite de remise des offres indiquée à la page de garde du Règlement de consultation*) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le "mois zéro" est défini uniquement pour les prix des prestations exécutées suite au moyen de bons de commande.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (010766748 (n) / 010766748 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
1	010766748	Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés
2		(BtoAll) – CPF 82.30 – Services d'organisation de salons professionnels et congrès
3		Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766748

Le titulaire devra transmettre un nouveau bordereau de prix au moment de la révision des prix avant toute facturation aux prix révisés.

## 6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix

La révision de prix ne s'appliquera que lorsque l'incidence de la révision sera supérieure ou égale à 1% du montant des prix initiaux.

## 6.4 – Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 3% (trois pour cent) maximum l'an.

## 6.5 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où la révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 6% (six pour cent) d'une période à l'autre.

## 7 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### ***8.1 - Conditions de versement et de remboursement***

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou chaque marché subséquent, d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Les conditions de remboursement de l'avance seront déterminées par marché subséquent.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### ***8.2 - Garanties financières de l'avance***

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### *9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs*

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### *9.2 - Présentation des demandes de paiement*

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les prestations peuvent faire l'objet de paiements partiels par phase :

Phase 1 : Conception aménagement

Phase 2 : Fabrication et stockage

Phase 3 : Location et reprise

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002170200019
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 25LM08AO

Contact comptabilité facturation : [fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

### ***9.3 - Délai global de paiement***

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### ***9.4 - Paiement des cotraitants***

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### ***9.5 - Paiement des sous-traitants***

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **Adresse d'exécution :**

Les adresses des lieux d'exécution seront indiquées dans le bon de commande ou marché subséquent.

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande et des marchés subséquents ne sera pas effectuée via le profil d'acheteur.

#### **Processus de remplacement d'une personne nommément désignée**

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

#### **Assistance technique durant les manifestations**

Il est demandé au titulaire une assistance technique tout au long du salon sur le périmètre des aménagements réalisés. Il doit être joignable par téléphone et être en mesure d'intervenir sur site le cas échéant.

## **11 - Les engagements du titulaire de l'accord cadre**

### ***11.1 - Obligation de résultat***

Le titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations objet de l'accord cadre. Il doit atteindre les résultats prévus dans son offre ainsi que tous les résultats attendus et découlant du CCP. Si le titulaire recourt à la sous-traitance, cette obligation de résultat s'étend à tous les sous-traitants.

### ***11.2 - Relations avec les organisateurs du salon ou l'équipe projet la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne***

Le titulaire aura en charge les relations avec l'équipe projet CCILM en tant qu'organisateur, pour les informations préalables à la mise en œuvre de sa prestation, ainsi que toute demande d'autorisation et d'assurance.

Il tiendra compte de l'ensemble des prescriptions techniques et normes de l'organisateur, (notamment en matière d'accessibilité, montage-démontage, gestion du stand, sécurité, déchets...) et s'engage également à transmettre tous les éléments techniques à l'équipe projet (plans-côtes du stand, formulaires électricité/ sécurité...)

### ***11.3 - Fabrication, transport, manutention, montage et démontage du stand***

Le titulaire devra s'acquitter d'une assurance couvrant la réalisation de l'ensemble de ses prestations (fabrication, transport, manutention, montage et démontage du stand), y compris la responsabilité sur les aménagements effectués et ce pendant toute la durée du salon.

La fabrication, le transport, la manutention, le montage et le démontage des éléments nécessaires à la réalisation du stand sont à la charge du titulaire de l'accord-cadre. Ces prestations seront réalisées conformément aux normes et dans les délais impartis.

Le titulaire s'engage à remplacer à ses frais tout matériel dégradé ou cassé lors du transport, de la manutention, du montage ou du démontage du stand.

### ***11.4 - Installation, aménagement et livraison du stand***

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à installer tous les éléments fixes (notamment structures, cloisons, planchers, comptoir...) dans les temps impartis, ainsi qu'à livrer et installer tous les éléments mobiliers et équipements techniques nécessaires à l'aménagement du stand, selon le présent CCP.

Selon les salons organisés, le titulaire peut être chargé techniquement et financièrement des branchements d'électricité, ainsi que de la mise en place de l'éclairage et des effets lumineux du stand.

Dans ce cas, il prend à sa charge l'ensemble des frais liés à ces installations techniques et assurera une assistance technique sur le stand pendant toute la durée du salon.

Le titulaire du marché est chargé de prévoir une prestation de mise au net du stand avant sa livraison (défilage des moquettes...). Le stand devra être remis « clefs en main » et en état de fonctionner lors d'un l'état des lieux de livraison du stand.

### ***11.5 - Qualité et type de matériaux***

La qualité du stand devra être égale pendant toute la durée du salon. Ainsi, une attention particulière doit être portée à la finition des aménagements proposés. Le stand doit également être facile à entretenir, afin de garder un aspect propre et bien tenu tout au long du salon.

L'invisibilité des fils électriques (éclairage, matériel audiovisuel...), tant pour des raisons esthétiques que de sécurité, est indispensable.

### ***11.6 - Report ou annulation du salon***

En cas de report exceptionnel ou d'annulation du salon par l'organisateur ou l'équipe projet CCILM, pour des raisons sanitaires, ou tout autre raison justifiant le report ou l'annulation du salon, le titulaire du marché s'engage à reporter la totalité de ses prestations sur le salon (aux nouvelles dates) et ce sans surcoût (un suivi budgétaire des frais engagés et des frais restants, sera assuré au regard de la situation).

## **12 - Développement durable**

### ***12.1. Spécifications techniques***

#### **a) Moquette**

Les revêtements de sol doivent être accompagnés de leur fiche technique et respecter les exigences suivantes :

- Priorité aux moquettes issues de matières recyclées et/ou bénéficiant d'un écolabel officiel (Écolabel européen, NF Environnement ou équivalent) ;
- Interdiction de tout traitement de surface contenant des substances CMR (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques) ou des retardateurs de flamme bromés ;

#### **b) Mobiliers**

Le titulaire doit proposer du mobilier respectueux de l'environnement, présentant obligatoirement les caractéristiques suivantes :

- Mobilier modulable, démontable, adaptable et facilement réparable, favorisant une durée de vie prolongée ;
- Matériaux faciles d'entretien ;

#### **c) Audiovisuel / Eclairage**

Le titulaire doit proposer des équipements audiovisuels respectueux de l'environnement, présentant obligatoirement les caractéristiques suivantes :

- Priorité sera donnée aux matériels sobres en consommation énergétique, incluant notamment l'emploi de technologies LED, d'équipements à faible consommation en veille, et de systèmes optimisés pour limiter la consommation électrique.

## ***12.2 Conditions d'exécution***

### Modalité de transport

Pour la réalisation des prestations de livraison prévues dans le cadre du marché, le titulaire doit adopter des pratiques de transport respectueuses de l'environnement :

- Il privilégie l'usage de véhicules à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, lorsque les trajets le permettent, notamment par le recours à des modes de transport alternatifs (véhicules électriques, hybrides, etc.).
- Les livraisons doivent être optimisées afin de réduire la consommation de carburant et limiter l'empreinte environnementale, notamment par une planification efficace des itinéraires et une mutualisation des trajets lorsque cela est possible.

### Emballages

- De manière générale, et conformément aux engagements précisés dans le cadre de réponse, le titulaire veille à limiter les emballages des produits (pas de suremballages, réduction du poids et du volume des emballages).
- Le titulaire s'engage également à favoriser les emballages recyclés, recyclables, issus de ressources renouvelables.

### Gestion des déchets

- Le titulaire est responsable de l'ensemble des déchets générés lors de l'exécution des prestations en lien avec le centre d'exposition.
- Les déchets doivent être acheminés vers des filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

### Engagement sociétal

Le titulaire s'engage à promouvoir l'inclusion sur une partie de son recrutement : publics éloignés de l'emploi, égalité femmes-hommes, jeunes de moins de 26 ans, Seniors (+50 ans) etc.).

Il met en oeuvre des mesures de fidélisation pour assurer la qualité et la continuité du service, notamment :

- Gestion du temps de travail ;
- Prise en compte des temps de trajet ;
- Avantages, primes et proximité pour fidéliser ;
- Facilitation du recrutement et de l'intégration ;
- Formation continue.

## ***12.3 Suivi et reporting***

Élaboration et transmission d'un bilan annuel des mesures écoresponsables :

### Réduction de l'empreinte carbone et des déchets

Description des moyens logistiques employés pour limiter l'impact environnemental lors de l'exécution des prestations (optimisation des déplacements, mutualisation des livraisons, recours à des transports à faibles émissions, gestion et valorisation des déchets, etc.).



### Suivi de l'engagement sociétal

Le titulaire transmet annuellement, un rapport synthétique de son engagement précisant :

- Les actions réalisées par domaine (recrutement inclusif, fidélisation, formation, etc.)
- Les indicateurs clés (taux de diversité, turnover, heures de formation, etc.)
- Les perspectives d'amélioration pour l'année suivante.

## **13 - Constatation de l'exécution des prestations**

### ***13.1 - Vérifications***

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par l'organisateur de l'événement CCILM.

### ***13.2 - Décision après vérification***

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **15 - Pénalités**

### ***15.1 - Pénalités de retard***

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### ***15.2 - Pénalité pour travail dissimulé***

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### ***15.3 - Autres pénalités spécifiques***

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour mauvaise exécution des prestations	Forfaitaire	100,00 €	Par constat de manquement
Pénalités pour non-exécution de la prestation	Forfaitaire	1 000,00 €	Par constat de manquement

Pénalité pour non-respect des exigences contractuelles du CCP	Forfaitaire	100,00 €	Par constat de manquement
En cas de non-respect des obligations en matière de développement durable exigées dans le CCP	Forfaitaire	50,00 €	Par constat de manquement

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

### - Ajout ou modification de prestation dans le bordereau de prix :

Exceptionnellement si les prix au bordereau de prix ne permettent pas de chiffrer une prestation sur demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire proposera un prix sous réserve de justifier ce dernier. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) et sont intégrés dans le bordereau de prix.

### - Modifications ou nouvelle condition d'exécution des prestations dans le respect du budget imparti :

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

- **Modification du montant maximum**

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen par les deux parties si cette modification est rendue nécessaire :

- par l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.

La demande est accompagnée de tous justificatifs utiles et analysée par le pouvoir adjudicateur (évolution d'indices, devis fournisseurs, factures, analyses de coûts).

- **Évolution exceptionnelle des coûts de matériaux :**

En cas de hausse significative et objectivement constatée du coût des matériaux nécessaires à la conception et à la construction des stands (structures, habillages, revêtements, etc.), le titulaire peut solliciter un réexamen de ses prix pour les seules prestations impactées.

La demande est accompagnée de tous justificatifs utiles et analysée par le pouvoir adjudicateur, qui peut accepter ou refuser l'ajustement proposé.

- **Evolutions Réglementaires :**

Si, postérieurement à la notification du marché, interviennent des dispositions législatives ou réglementaires nouvelles (par exemple en matière de sécurité incendie, accessibilité, normes sanitaires applicables aux salons) imposant des adaptations des stands, des espaces fonctionnels ou des prestations, les parties se réunissent pour en apprécier les incidences techniques, financières et calendaires.

- **Problèmes Logistiques impactant délais et coûts :**

En cas de survenance de problèmes logistiques affectant la mise en place des stands ou des espaces du salon (retards de transport non imputables au titulaire, restrictions d'accès au site, fermeture temporaire du parc d'exposition, événements assimilables à des circonstances imprévues ou de force majeure), le titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen écrit permettant de donner date certaine. Les parties examinent alors les conséquences sur les délais et, le cas échéant, sur les coûts.

## **18 - Résiliation du contrat**

### ***18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre***

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents***

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.2 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## 21 - Clauses techniques particulières

### 21.1 - LOT 1 – Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en Région Auvergne-Rhône-Alpes.

#### Contexte

La CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne organise chaque année des Salons dans les villes de la région Auvergne Rhône Alpes, en particulier dans les agglomérations de Lyon, Saint-Etienne et Roanne.

Ces manifestations se déroulent sur un ou plusieurs jours dans des lieux variés avec des surfaces diverses.

Le calendrier pour l'année 2026-2027 est le suivant :

Intitulé du Salon	Date prévisionnelle à confirmer	Lieu prévisionnel	Nb de jour d'ouverture au public	Nb de stands prévisionnel	Fréquence	Surface à agencer
LUMIER-H	23/04/2026	CCI Saint-Etienne	1	0	Biennale	500
Forum de l'Entrepreneuriat Saint-Etienne	28/05/2026	CCI Saint-Etienne	1	0	Annuelle	500
Salon CIEL	<b>Le titulaire actuel du marché réalisera le salon du 17/06/2026, compte tenu des engagements en cours.</b>	Palais de la Bourse (Lyon)	1	80	Annuelle	1300
Forum Franchise Lyon	08/10/2026	LDLC Arena (Décines)	1	150	Annuelle	2000
GO Fab	13/10/2026	Arena St-Etienne Métropole (Saint-Chamond)	1	50	Biennale	1300
Forum de l'Entrepreneuriat Lyon	01/12/2026	Palais de la Bourse (Lyon)	1	30	Annuelle	1500
Nuit de l'Orientation Lyon	Xx/01/2027	Palais de la Bourse (Lyon)	1	70	Annuelle	1500
L'Instant Eco Durable	Xx/02/2027	Scarabée (Riorges)	1	40	Annuelle	2000
Forum de l'Entrepreneuriat Roanne	Xx/03/2027	Scarabée (Riorges)	1	0	Annuelle	700

Le titulaire sera chargé des missions suivantes :

- Conception et installation des espaces fonctionnels du salon, à savoir les zones de conférences, d'ateliers, de restauration pour exposants et d'accueil.

- Conception et réalisation des stands des exposants.
- Fourniture et mise à disposition du mobilier spécifique destiné à l'aménagement des stands, incluant banques d'accueil, tables, tabourets hauts, fauteuils, guéridons, réfrigérateurs et cafetières.

### **Contenu de la prestation**

Le titulaire devra être en mesure de nous proposer une offre globale incluant l'ensemble de ces prestations.

La prestation comprend :

- La conception, l'installation et la production de plan techniques détaillés
- Le montage et le démontage du salon
- L'installation de stands (voir nombre prévisionnel ci-dessus)
  - Tailles variables de 3 à 12m².
  - Cloisons modulaires (cloisons hautes à l'arrière / sur les côtés 2 demi-cloisons)
  - La production et la pose de personnalisation des cloisons de fond de stand (visuels fournis par les exposants). Sur ce point, le titulaire doit pouvoir proposer impérativement la personnalisation des fonds de stands sur demande (préciser le coût pour une cloison de stand) et s'engage à gérer la relation client (voir photos ci-dessous) et la parfaite installation (des stands dos à dos peuvent avoir chacun une cloison personnalisée) pour la bonne tenue de la manifestation et ce dans les délais impartis.

Le titulaire proposera deux versions de personnalisation :

1. Personnalisation par collage d'une face imprimée sur chaque cloison. Le procédé doit permettre le collage et décollage en cas d'erreur d'affectation et pour permettre à l'exposant de disposer de son visuel à l'issue du salon
  2. Personnalisation par un visuel unique couvrant l'intégralité du fond de stand et masquant les montants verticaux.
- Moquette des stands et espaces réceptifs (proposer plusieurs coloris)
  - Mobilier sur la base de prix unitaires dans un catalogue (voir BPU) : banque d'accueil, mange-debout, tabourets, guéridon, chaises, chauffeuses, présentoirs, frigo, café, écran TV...
  - 1 enseigne drapeau 400 x 400 mm
  - Barres à led
  - La distribution électrique des stands avec des boîtiers pour chaque stand
  - La conception et l'installation de l'espace d'accueil :
    - Meuble banque avec face avant chartée aux couleurs du salon
    - Tabourets hauts,
    - Fonds d'accueil en technologie BeMatrix avec coton gratté tendu et charté aux couleurs du salon
    - Éclairage
    - Prises électriques
  - L'aménagement et l'agencement d'un ou plusieurs espaces de conférences/ateliers

- Fond de salle en technologie BeMatrix avec coton gratté tendu et charté aux couleurs du salon
- Mobilier : chaise, tables, chauffeuses, pupitre (détail BPU)
- Ecran, éclairage et sonorisation (en option selon les lieux d'exposition)

**Condition d'exécution :**

Le titulaire s'engage à :

- Gérer les échanges avec les exposants pour la collecte, la validation et la production des visuels de personnalisation des stands.
- Prévoir des contacts téléphoniques fréquents avec l'équipe projet la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne et se rendre disponible pour des réunions de coordination afin de valider le cahier des charges, les plans et les modifications éventuelles.
- Apporter son expertise et conseiller la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne sur l'organisation physique du salon.
- Créer le plan du salon de manière précise et lisible. Il devra être en capacité sur simple demande de la CCI de modifier instantanément l'organisation et le positionnement des stands sur ce plan.
- Fournir à la CCI des exemples de manifestations identiques (de 50 à 150 exposants) qu'il a été amené à organiser, ainsi que les contacts.
- Corriger les visuels erronés dans les 24h entre le montage et l'ouverture du salon.
- La société devra pouvoir répondre à toute demande urgente le cas échéant.

Pendant l'installation du salon :

- Présence sur place du responsable technique et d'un régisseur durant toute la période de montage des stands.
- Le titulaire devra pouvoir répondre à toute demande de l'organisateur sur la configuration et l'installation des stands.

Pendant le salon, présence sur place :

- Du responsable technique (régisseur) équipé de moyens de communication pour être joignable à tout moment, afin de pallier les problèmes éventuels.
- D'un technicien et ce durant tout le salon.

La CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne accordera une importance toute particulière à la capacité du titulaire à perpétuer l'image positive des salons dans les écosystèmes locaux et nationaux, notamment en matière d'organisation, et à véhiculer l'image de la manifestation au-delà des prestations objet du marché, en s'appropriant le projet pour en assurer la réussite.

## Exemple d'aménagement des stands



Stand brut meublé



Personnalisation 3 cloisons par collage



Personnalisation fonds complet avec masquage des montant verticaux



Espace d'accueil



## ***21.2 - LOT 2 – Installation générale, aménagement, agencement des salons réalisés en France, hors de la Région Auvergne-Rhône-Alpes***

### **Contexte**

La CCI Lyon Métropole St Etienne Roanne organise chaque année des Salons en France en dehors de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ces manifestations se déroulent sur 1 ou plusieurs jours dans des lieux variés avec des surfaces diverses.

Le calendrier pour l'année 2026-2027 est le suivant :

<b>Intitulé du Salon</b>	<b>Date prévisionnelle à confirmer</b>	<b>Lieu prévisionnel</b>	<b>Nb de jour d'ouverture au public</b>	<b>Nb de stands prévisionnel</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Surface à agencer</b>
Forum Franchise Hauts de France	04/06/2026	Artois Expo (Arras)	1	60	Annuelle	1500
Forum Franchise Grand Ouest	17/09/2026	Expo Nantes (Nantes)	1	70	Annuelle	1500
Forum Franchise PACA	08/11/2026	A déterminer (Agglo d'Aix ou de Nice)	1	60	Annuelle	1500
Option Forum Franchise 2027	2027	A déterminer	1	60	Annuelle	1500
Option Forum Franchise 2028	2028	A déterminer	1	60	Annuelle	1500

Les missions du titulaire comprennent :

- Conception et installation des espaces du salon (conférences, ateliers, restauration exposants, accueil),
- Conception et réalisation des stands exposants,
- Fourniture de mobiliers spécifiques pour stands : banques d'accueil, tables, tabourets hauts, fauteuils, guéridons, frigos, cafetières, écrans.

### **Contenu de la prestation**

Le titulaire devra être en mesure de nous proposer une offre globale incluant l'ensemble de ces prestations.

La prestation comprend :

- La conception, l'installation et la production de plan techniques détaillés
- Le montage et le démontage du salon à J-1 et le Jour J en soirée
- L'installation de stands (voir nombre prévisionnel ci-dessus)
  - Tailles variables de 3 à 12m².
  - Cloisons modulaires (cloisons hautes à l'arrière / sur les côtés 2 demi-cloisons)

- La production et la pose de personnalisation des cloisons de fond de stand (visuels fournis par les exposants). Sur ce point, le titulaire doit pouvoir proposer impérativement la personnalisation des fonds de stands sur demande (préciser le coût pour une cloison de stand) et s'engage à gérer la relation client (voir photos ci-dessous) et la parfaite installation (des stands dos à dos peuvent avoir chacun une cloison personnalisée) pour la bonne tenue de la manifestation et ce dans les délais impartis.

Le titulaire proposera deux versions de personnalisation :

1. Personnalisation par collage d'une face imprimée sur chaque cloison. Le procédé doit permettre le collage et décollage en cas d'erreur d'affectation et pour permettre à l'exposant de disposer de son visuel à l'issue du salon
  2. Personnalisation par un visuel unique couvrant l'intégralité du fond de stand et masquage des montant verticaux.
- Moquette des stands et espaces réceptifs (proposer plusieurs coloris)
  - Mobilier sur la base de prix unitaires dans un catalogue (voir BPU) : banque d'accueil, mange-debout, tabourets, guéridon, chaises, chauffeuses, présentoirs, frigo, café, écran TV...
  - 1 enseigne drapeau 400 x 400 mm
  - Barres à led
  - La distribution électrique des stands avec des boîtiers pour chaque stand
  - La conception et l'installation de l'espace d'accueil :
    - Meuble banque avec face avant chartée aux couleurs du salon
    - Tabourets hauts,
    - Fonds d'accueil en technologie BeMatrix avec coton gratté tendu et charté aux couleurs du salon
    - Éclairage
    - Prises électriques
  - L'aménagement et l'agencement d'un ou plusieurs espaces de conférences/ateliers
    - Fond de salle en technologie BeMatrix avec coton gratté tendu et charté aux couleurs du salon
    - Mobilier : chaise, tables, chauffeuses, pupitre (détail BPU)
    - Ecran, éclairage et sonorisation (en option selon les lieux d'exposition)

### **Condition d'exécution :**

Le titulaire s'engage à :

- Gérer les échanges avec les exposants pour la collecte, la validation et la production des visuels de personnalisation des stands.
- Prévoir de très nombreux contacts téléphoniques avec l'équipe projet la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne et se rendre disponible pour des réunions de coordination afin de valider le cahier des charges, les plans et les modifications éventuelles.
- Apporter son expertise et conseiller la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne sur l'organisation physique du salon.

- Créer le plan du salon de manière précise et lisible. il devra être en capacité sur simple demande de la CCI de modifier instantanément l'organisation et le positionnement des stands sur ce plan.
- Fournir à la CCI des exemples de manifestations identiques (de 50 à 150 exposants) qu'il a été amené à organiser, ainsi que les contacts.
- Production des visuels erroné dans les 24h entre le montage et l'ouverture du salon.
- La société devra pouvoir répondre à toute demande urgente de dernière minute.

Pendant l'installation du salon :

- Présence sur place du responsable technique et d'un régisseur durant toute la période de montage des stands.
- Le titulaire devra pouvoir répondre instantanément à toute demande de l'organisateur sur la configuration et l'installation des stands.

Pendant le salon, présence sur place :

- Du responsable technique (régisseur) équipé de moyens de communication pour être joignable à tout moment, afin de pallier les problèmes éventuels
- D'un technicien et ce durant tout le salon.

La CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne accordera une importance toute particulière à la capacité du titulaire à perpétuer l'image positive des salons dans les écosystèmes locaux et nationaux, notamment en matière d'organisation, et à véhiculer l'image de la manifestation au-delà des prestations objet du marché, en s'appropriant le projet pour en assurer la réussite.

## Exemple d'aménagement des stands



Stand brut meublé



Personnalisation 3 cloisons par collage



Personnalisation fonds complet avec masquage des montant verticaux



Espace d'accueil

### ***21.3 - LOT 3 – Conception, construction, aménagement et agencement des stands et des pavillons collectifs organisés sur des Salons Nationaux ou Internationaux, en France ou à l'Etranger.***

#### **Contexte**

La CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne organise chaque année des stands et/ou pavillons collectifs sur des salons majeurs en France et à l'étranger.

Ces manifestations se déroulent sur 1 ou plusieurs jours dans des lieux variés avec des surfaces diverses.

Le calendrier pour l'année 2026-2027 est le suivant :

NON EVENEMENT T	Date prévisionnell e à confirmer	Lieu prévisionnel	Nb de jour d'ouverture au public	Nb de stands prévisionnel	Fréquence	Surface à agencer
Salon des Maires de France	24- 26/11/2026	Paris Porte de Versailles	3	40	Annuelle	300

Les missions du titulaire comprennent :

- Conception et installation de stands et/ou pavillons collectifs d'entreprises,
- Fourniture de mobiliers spécifiques pour stands et espaces de réception collectifs : banques d'accueil, tables, tabourets hauts, fauteuils, guéridons, frigos, cafetières, écrans.

#### **Contenu de la prestation**

Le titulaire devra être en mesure de nous proposer une offre globale incluant l'ensemble de ces prestations.

La prestation comprend :

- La conception, l'installation et la production de plan techniques détaillés
- Le montage et le démontage des stands et pavillons
- L'installation d'un pavillon collectif (voir nombre prévisionnel ci-dessus)
  - Tailles variables des stands du pavillon de 3 à 12m<sup>2</sup>.
  - Technologie BeMatrix **obligatoirement**
  - La production et la pose de personnalisation des fonds de stand (visuels fournis par les exposants). Sur ce point, le titulaire doit pouvoir proposer impérativement la personnalisation des fonds de stands sur demande (préciser le coût dans le BPU) et s'engage à gérer la relation client (voir photos ci-dessous) et la parfaite installation (des stands dos à dos peuvent avoir chacun une cloison personnalisée) pour la bonne tenue de la manifestation et ce dans les délais impartis.

Cette personnalisation peut prendre deux formes appliquées sur la technologie BeMatrix :

1. Toiles de coton gratté tendues sur les supports

## 2. Plaques rigides fixées sur les supports

- Moquette des stands et espaces réceptifs (proposer plusieurs coloris)
- Mobilier sur la base de prix unitaires dans un catalogue (voir BPU) : banque d'accueil, mange-debout, tabourets, guéridon, chaises, chauffeuses, présentoirs, frigo, café, écran TV...
- Pont technique pour lumières et suspensions
- Sonorisation des espaces collectifs de réception
- Barres à led sur les espaces exposants
- La distribution électrique des stands avec des boîtiers pour chaque stand
- La conception et l'installation de l'espace collectif réceptif :
  - o Meuble bar avec face avant chartée aux couleurs du pavillon/stand
  - o Tabourets hauts,
  - o Fonds d'accueil en technologie BeMatrix avec coton gratté tendu et charté aux couleurs du pavillon/stand
  - o Éclairage
  - o Prises électriques
- L'aménagement et l'agencement d'un ou plusieurs espaces de conférences/ateliers
  - o Fond d'espace en technologie BeMatrix avec coton gratté tendu et charté aux couleurs du salon
  - o Mobilier : chaise, tables, chauffeuses, pupitre (détail BPU)
  - o Ecran, éclairage et sonorisation (en option selon les lieux d'exposition)

### **Condition d'exécution :**

Le titulaire s'engage à :

- Gérer les échanges avec les exposants pour la collecte, la validation et la production des visuels de personnalisation des stands
- Prévoir de très nombreux contacts téléphoniques avec l'équipe projet la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne et se rendre disponible pour des réunions de coordination afin de valider le cahier des charges, les plans et les modifications éventuelles.
- Apporter son expertise et conseiller la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne sur l'organisation physique du salon.
- Créer le plan du pavillon/stand de manière précise et lisible. il devra être en capacité sur simple demande de la CCI de modifier instantanément l'organisation et le positionnement des stands sur ce plan.
- Fournir à la CCI des exemples de manifestations identiques (de 200 à 400 m<sup>2</sup>) qu'il a été amené à organiser, ainsi que les contacts.
- Production des visuels erroné dans les 24h entre le montage et l'ouverture du pavillon/stand.
- La société devra pouvoir répondre à toute demande urgente de dernière minute.

Pendant l'installation du pavillon/stand:

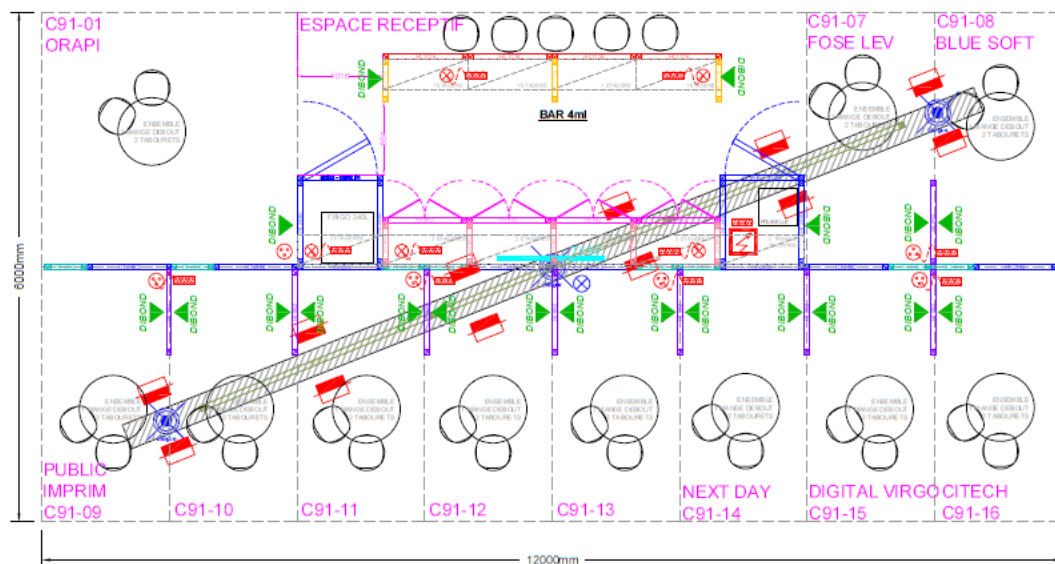
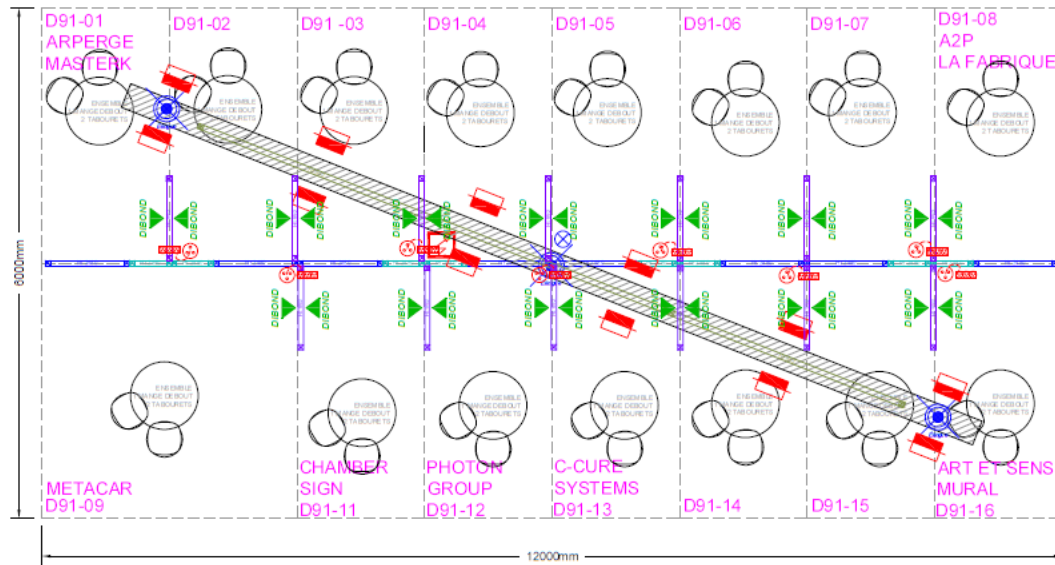
- Présence sur place du responsable technique et d'un régisseur durant toute la période de montage du pavillon/stand.
- Le titulaire devra pouvoir répondre instantanément à toute demande de l'organisateur sur la configuration et l'installation des espaces d'exposition.

Pendant le salon, présence sur place :

- Du responsable technique (régisseur) équipé de moyens de communication pour être joignable à tout moment, afin de pallier les problèmes éventuels, le 1<sup>er</sup> jour du salon.
- D'un technicien et ce durant tout le salon.

La CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne portera une attention particulière à la capacité du titulaire à maintenir l'image positive des salons nationaux ou internationaux organisés en France ou à l'étranger, auprès des écosystèmes locaux, nationaux et internationaux notamment en matière d'organisation, et à véhiculer l'image de la manifestation au-delà des prestations objet du marché, en s'appropriant le projet pour en assurer la réussite.

## Exemple de plan sur 200 m<sup>2</sup>





## Exemple de mise en place

